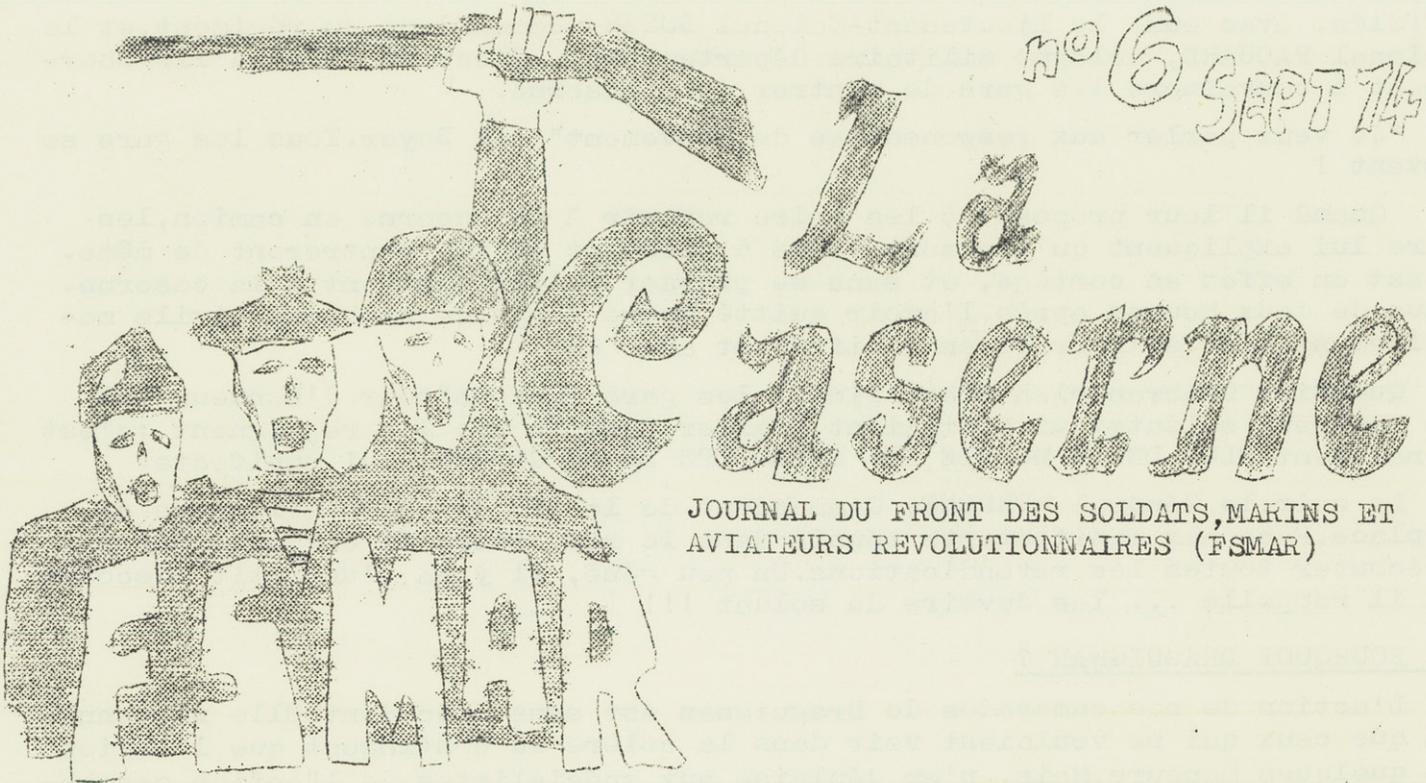


no 6 SEPT 74



JOURNAL DU FRONT DES SOLDATS, MARINS ET
AVIATEURS REVOLUTIONNAIRES (FSMAR)

DRAGUIGNAN :

LA COLERE

DU CONTINGENT !

Mardi 10 Septembre : Plus de 200 soldats du 19^oRA manifestent en uniforme dans les rues de Draguignan.

Partis de la caserne Chabran à 13 hres 30, ils gagnent la place de la Préfecture aux cris de:

- la solde à 1000 frcs !
- on est des hommes, pas des chiens !
- quartiers libres en civil !
- pas d'obus : des sous !
- les civils avec nous !

Et puis, parceque le 19^oRA compte un fort pourcentage d'appelés antillais soumis aux brinades racistes de l'encadrement:

- non au racisme !

Et puis encore, parceque la tension monte depuis plusieurs jours dans le régiment (des dizaines de soldats ont signé l'Appel des 100), des tracts ont circulés ces derniers jours) et que la hiérarchie cherche des boucs émissaires:

- a bas la répréssion! Non aux sanctions !

Place de la Préfecture, c'est le "sit in", l'occupation du terrain. Les mots d'ordre continuent à fuser. Les officiers du régiment arrivent, complètement

affolés. Avec eux, le Lieutenant-Colonel BOYER, commandant du régiment, et le Colonel PACCARD, délégué militaire départemental. C'est en vain qu'ils cherchent à convaincre les gars de rentrer à la caserne.

"Je veux parler aux responsables du mouvement" dit Boyer. Tous les gars se lèvent !

Quand il leur propose de les faire revenir à la caserne en camion, les gars lui expliquent qu'ils sont venus à pieds et qu'ils rentreront de même. C'est en effet en cortège, et sans se presser qu'ils rentrent à la caserne. Plus de deux heures après l'avoir quitté. Entre temps de nombreux civils manifestent leur solidarité en manifestant avec eux.

Quartier Chabran rien n'est fini : Les gars font un "tour d'honneur". Là de nombreux soldats qui hésitaient à aller dans la rue les rejoignent : c'est finalement PLUS DE LA MOITIE DES EFFECTIFS DE LA CASERNE qui manifeste.

Le soir, le Général MORRENS, Commandant de la 71^e division militaire se déplace. Face aux manifestants réunis dans le réfectoire il est bien forcé d'écouter toutes les revendications. Un peu gêné, il y a d'un petit discours ou il rappelle ... les devoirs du soldat !!!

POURQUOI DRAGUIGNAN ?

L'action de nos camarades de Draguignan est sans précédent. Elle n'étonnera que ceux qui ne voulaient voir dans la colère du contingent que l'action de quelques meneurs. Mais, n'en déplaise aux spécialistes de l'"action psychologique" chère à nos crevures, ce ne sont pas quelques "gauchistes" qui expliquent les 3000 signatures réunies autour de l'Appel des 100. Et les 200 de Draguignan ne se sont pas laissés manipuler par quelques agitateurs.

Draguignan, c'est la réponse sans ambiguïté du contingent aux réformes bidon de Soufflet-Giscard.

"Je trouve étrange, a commenté Soufflet quand on lui a appris la mauvaise nouvelle, que des conscrits manifestent alors que précisément on s'occupe d'eux".

Etrange ? Vraiment ? Il faut peu de choses pour dérouter Soufflet. Il doit pourtant bien connaître cet Appel des 100 dont il fait sanctionner les signataires. Qu'il compare donc le texte de l'Appel au contenu de ses réformes. Il comprendra alors d'où vient la colère. Mais au cas où lui, son patron Giscard et la clique des galonnés n'auraient pas compris : mettons les points sur les "I". Les revendications contenues dans l'Appel des 100 ne sont ni des vœux pieux, ni des suppliques timides. Elles sont des EXIGENCES. Ce que dit l'Appel peut être compris par le premier colonel venu, et même par un ministre : il dit "ASSEZ !"

Il est "étrange" que Soufflet soit sourd à ce point.

A Draguignan, (comme dans les autres casernes) les nostalgiques de la coloniale font sévir un racisme insupportable. Les camarades antillais du 19^e RA l'ont expliqué dans un tract qui a circulé dans la caserne : "on se retrouve boy dans la caserne, les poubelles doivent être tenus par des noirs. Vraiment notre rancœur est immense. On n'est tout de même pas des bêtes". Réponse de la hiérarchie : menaces de sanctions.

A Draguignan, (comme dans les autres casernes) des dizaines de soldats ont signés l'Appel des 100. Réponse de la hiérarchie : menaces de sanctions.

A Draguignan, (comme dans les autres casernes) les dérisoires réformes de Soufflet ne sont même pas appliquées.

A Draguignan, (comme dans les autres casernes) les gars bouillonnent et commencent à s'organiser. Réponse de la hiérarchie : menaces de sanctions.

A Draguignan, l'action exemplaire des soldats a montré que cela suffisait. Ailleurs ?

Gageons que demain, sous cette forme ou sous une autre, on se souviendra de Draguignan. La hiérarchie est même libre d'accélérer les choses en sanctionnant de prétendus "meneurs". Elle verra qu'il en coûte de voir la main de la "subversion" derrière ce qui n'est qu'une juste lutte, derrière la colère légitime de tout le contingent.

SOLIDARITE TOTALE AVEC NOS CAMARADES.

Car c'est l'ensemble du contingent qui se reconnaît dans la manifestation de Draguignan. La hiérarchie le sent bien qui hésite dans sa riposte.

A la suite de la manifestation, 9 camarades ont été transférés à Canjuers pour interrogatoires. Parmi eux, le soldat Pelletier dont on laisse entendre qu'il serait peut-être le responsable de tout ça. Dangereux agitateur en effet que ce Pelletier: incorporé en RFA il a justement été muté à Draguignan après avoir signé l'Appel des 100 !!!

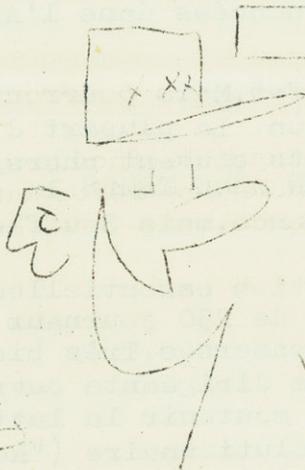
Il est certain que la répression s'abattra si un vaste courant de solidarité ne se manifeste pas autour des camarades de Draguignan. Ce courant se développe déjà:

- dans les casernes bien sûr, où la nouvelle de la manifestation de Draguignan s'est répandue comme une trainée de poudre (affaire Fournel à Nice; mais aussi dans beaucoup d'autres casernes, de manière moins spectaculaire).

- mais aussi "chez les civils". L'attitude du mouvement ouvrier organisé sera déterminante. Même si c'est avec les réticences d'usage, il est très important que nationalement le parti communiste se soit solidarisé avec nos camarades. Il l'est encore plus que dans le Var les partis de gauche et les organisations d'extrême-gauche aient entamé une action de solidarité unitaire. Cette solidarité doit se renforcer, se développer, un lien de fer doit être établi entre les luttes des soldats et les organisations ouvrières.

C'est dans une bien mauvaise voie, pour eux, que Giscard-Soufflet et leurs compères militaires, s'engagent s'ils croient mater la juste colère du contingent par la répression. Qu'ils le sachent : nous ne leur laisserons pas les mains libres.

17.09.74



SI SOUFFLET LISAIT PLUS SOUVENT "LA CASERNE", IL NE TROUVERAIT PAS "ETRANGE" LA MANIF DE DRAGUIGNAN

(mais ce n'est pas une raison pour laisser traîner ton numéro)

les dix petites reformes

La montagne giscardienne a accouché de quelques misérables souris : les dix "réformes" du bon monsieur Soufflet. Il n'y a vraiment pas de quoi battre tambour.

De multiples manières nous avons déjà su montrer que nous n'étions pas dupes de ces réformes-bidon. Draguignan, Nice, en témoignent ...

Ce sur quoi il faut insister, c'est que : non seulement les réformes à la mode Soufflet ne répondent pas à nos revendications, mais qu'en plus elles impliquent un renforcement de l'embrigadement absolument inacceptable.

AMADOUER ...

Giscard-Soufflet sont conscients de la colère qui gronde. Ils ont beau mettre les 3000 signatures de l'Appel au compte de l'action de quelques agitateurs : la réalité de notre mécontentement est tout de même la plus forte.

Alors ils entreprennent de raboter les archaïsmes les plus flagrants, de mettre un peu d'huile dans les rouages grippés du vieux Service National.

C'est ce qui explique le train de mesures dans sa version tape à l'œil. Braves conscrits, nous dit Soufflet, soyez heureux, vous allez maintenant pouvoir apprendre à nager, à conduire, passer votre brevet de secourisme. Même, le Ministère ne reculant devant rien pour vous faire plaisir : vous pourrez taper plus souvent dans des ballons et courir allègrement dans les champs ! il y aura plus de sport !

Tout est donc fait pour que nous n'ayions plus l'illée que nous perdons notre temps à l'armée.

On nous annonce aussi qu'il y aura plus de permissions, et que la liberté d'information sera maintenant totale ... ou presque.

En réalité, seule ces deux dernières mesures ont une importance réelle. Ce sont les seules qui correspondent aux revendications énoncées dans l'Appel des 100. Il faut donc s'y arrêter en détail.

PLUS DE PERMS ? C'est ce que promet Soufflet, en effet. Mais pourront nous bénéficier réellement de ce libéralisme ? Evidemment non. La plupart d'entre nous sont très démunis financièrement, et les transports coûtent chers. Il n'est possible d'avoir REELLEMENT plus de perms que si EN MEME TEMPS la gratuité totale des transports est acquise. C'est une évidence, mais Soufflet la passe sous la table.

LIBERTE D'INFORMATION ? C'est une de nos revendications essentielles et nous y tenons. Qu'en est-il à la mode Soufflet. On passe de 250 journaux interdits à 10. Et en prime on autorise l'Humanité dans les casernes. Très bien. Même si on sent un peu la volonté de Soufflet d'amadouer les dirigeants ouvriers réformistes, un peu trop empressés ces derniers temps à soutenir la lutte des bidasses. Mais force est de constater que la presse révolutionnaire ("Rouge", "Politique Hebdo") reste interdite. Idem pour la presse anti-militariste ("Crosse en l'air", "Lutte anti-militariste", "Col Rouge", etc...). Idem pour la presse satyrique, genre "Charlie" ou "Hara-Kiri". Les chefs de corps peuvent de surcroît allonger comme ils le désirent la presse interdite. Bref, la liberté d'information est plutôt sélective !

La réforme Soufflet-Giscard est un dérisoire ravalement de façade qui laisse intact l'édifice de l'arbitraire militaire. Aucune des réformes accordées ne correspond à ce que nous désirons réellement :

... POUR MIEUX EMBRIGADER.

Et en plus, ce train de réformes "libérales" a une autre dimension: accentuer l'embrigadement, assurer un meilleur contrôle de ce contingent de plus en plus rétif. Soufflet veut nous mettre au pas, puisque l'Appel des 100 nous avait fait perdre la cadence!

Il tente d'être habile en faisant croire à un "nettoyage": finis les emplois de bureaux, les planques. Tout le monde sera maintenant affecté dans des unités combattantes.

S'il s'agit d'avoir plus de possibilités pour bénéficier d'un réel apprentissage des armes, des techniques de combat, ce n'est pas nous, militants révolutionnaires, qui nous plaindrons. Mais s'agit-il bien de cela?

Soufflet ne veut-il pas dire au contraire qu'il faudra maintenant crapahuter plus et plus durement?! Que les passages en stage commandos vont se multiplier?!

Notons que l'accentuation du sport va dans le même sens. Aux sceptiques, nous rappelons qu'officiellement les "pompes" sont des exercices d'assouplissement. Et pas des brimades. On voit le genre ...

Et puis il y aura plus de sous-officiers appelés. Autrement dit on tendra à faire assumer l'encadrement du contingent par le contingent lui-même. Diviser pour mieux régner, telle est la devise des crevures.

Tout cela est un peu grossier, mais Soufflet croit que ça peut marcher. Il croit le contingent bien bête pour tomber dans de pareils pan-neaux!!! A nous de le détromper. A nous de lui prouver que nous ne nous laisserons pas avoir par son "libéralisme" bidon.

A nous de développer nos luttes et de faire triompher nos revendications.



ET LA PROCHAINE
FOIS ON FAIT
COMME A L'AP

ON VEND LES FUSILS

(OUIA)

UN SOLDAT DE DRAGUIGNAN
NOUS PARLE

ET MAINTENANT...

Soufflet cause. Quand il ne menace pas ("face aux attaques de ceux qui veulent la détruire, l'armée saura se défendre"), il nous promet monts et merveilles. Nous venons de voir ici même le but de ces "réformes" annoncées à grands roulements de tambours.

En tout état de cause, force nous est faite de constater que le service national s'effectue toujours dans des conditions aussi désastreuses, pour nous. L'impact de l'Appel des IOO nous donne les moyens de cerner les tâches à venir. Nous continuerons à signer et à faire signer l'Appel: il exprime parfaitement les préoccupations partagées par la plupart d'entre nous.

Mais dans les mois qui viennent, c'est aussi par d'autres moyens qu'il nous faudra accentuer l'offensive pour obtenir la satisfaction de nos justes revendications. Pour cela, il faudra étudier dans chaque caserne, dans chaque base, dans chaque navire les actions concrètes envisageables. Nous saurons nous inspirer de Draguignan sans le répéter mécaniquement.

Par exemple: Soufflet a promis que les permissions seront désormais plus nombreuses. En fait, nous pouvons constater que la "réforme" n'est pas appliquée, que les perms restent le même objet de chantage. Sans parler de ceux d'entre eux qui sont en RFA pour qui la "réforme" est carrément inapplicable! Nous l'avons déjà dit et il faut le répéter: même si des perms sont accordées en plus grand nombre, la plupart d'entre nous ne pourront pas en profiter si la gratuité totale des transports n'est pas en même temps chose acquise.

Alors, que pouvons nous faire ?

Nous ne voulons pas "plus de permissions". Nous voulons le DROIT de partir TOUTES LES SEMAINES en CONGE. Voir nos familles et nos proches n'a pas à être mendié: c'est un droit. Alors n'est il pas possible, en certains endroits, d'organiser des départs en perm MASSIFS (autorisation ou pas). De rester groupés dans le train et de refuser de payer. En justifiant naturellement ce refus aux contrôleurs, et aussi aux autres usagers. Par exemple en distribuant un tract, ou en organisant la discussion.

N'est il pas possible également d'organiser la solidarité active des agents de la SNCF en demandant le soutien de leurs syndicats pour de telles actions. Après tout: les syndicats ouvriers demandent eux aussi la gratuité des transports pour les bidasses ...

Autre exemple: la presse ouvrière est maintenant autorisée. En réalité nous savons que les crevures feront tout pour limiter ce droit, et pour intimider ceux qui voudront en bénéficier. De plus plusieurs journaux, révolutionnaires ou anti-militaristes, restent formellement interdits.

Alors, n'est il pas possible de solliciter les orgas ouvrières, les organisations anti-militaristes, comme le Comité de Défense des Appelés ou le Comité Anti-Militariste, pour qu'elles organisent des ventes unitaires de leur presse à la sortie des casernes ?

Autre exemple enfin ; le mouvement de solidarité a l'appel des IOO regroupe une importante partie du contingent, mais il est parfaitement normal que dans certaines casernes des revendications soient plus populaires que d'autres. La solde au Smic ou les conditions de sécurité, etc... Pourquoi ne pas constituer des comités "pour la suppression des brimades", ou "pour la solde au smic" etc... Ces comités n'ayant pas peur de manifester de manière pratiquement ouverte leur revendication. On imagine facilement ces comités prenant contact avec les organisations civiles et demandant leur soutien.

etc, etc... ces exemples ne sont évidemment pas limitatifs. L'imagination doit

